



La nutrition chez le nourrisson et le jeune enfant : plan d'application

Rapport du Secrétariat

1. En mai 2010, l'Assemblée de la Santé a adopté la résolution WHA63.23 sur la nutrition chez le nourrisson et le jeune enfant, dans laquelle, notamment, elle invitait instamment les États Membres à accroître la volonté politique pour prévenir et réduire la malnutrition sous toutes ses formes, à hâter la mise en œuvre de la Stratégie mondiale pour l'alimentation du nourrisson et du jeune enfant et à appliquer à plus grande échelle les interventions. L'Assemblée de la Santé a également prié le Directeur général de fournir aux États Membres un appui pour élargir leurs interventions nutritionnelles et d'élaborer un plan d'application exhaustif concernant la nutrition chez le nourrisson et le jeune enfant qui soit une composante essentielle d'un cadre multisectoriel mondial en matière de nutrition. Le présent rapport illustre le déroulement des travaux préparatoires et contient l'ébauche d'un projet de plan d'application exhaustif concernant la nutrition chez le nourrisson et le jeune enfant. Le texte, révisé pour tenir compte de toute observation éventuelle du Conseil, fera l'objet de consultations aux niveaux régional et des pays avant les discussions préliminaires à la Soixante-Quatrième Assemblée mondiale de la Santé.

DÉROULEMENT DES TRAVAUX PRÉPARATOIRES

2. Quatre documents de fond ont été rédigés pour faciliter la préparation du projet de plan :¹

a) Le premier document présente une analyse de la situation concernant les politiques et programmes nutritionnels, établie sur la base des réponses reçues de 116 pays concernant l'analyse des résultats d'enquêtes par questionnaire sur la politique nutritionnelle nationale effectuées en 2009 et 2010. Les données ont également été extraites des bases de données de l'OMS sur la nutrition. Le document vise à recenser tant les insuffisances que les bonnes pratiques concernant la conception et l'application des politiques et programmes nutritionnels.

b) Le deuxième document de fond passe en revue les mesures efficaces prises en matière de nutrition, en récapitulant ce que l'on sait des interventions sanitaires susceptibles d'améliorer l'état nutritionnel des femmes et des jeunes enfants, et en présentant différentes options pour la fourniture de ces interventions et des exemples de bonnes pratiques d'application au niveau des pays. Il fournira les raisons de la prise en compte de ces interventions dans le projet de plan.

¹ Disponible à l'adresse : <http://www.who.int/nutrition/EB128>.

c) Le troisième document présente un modèle pour la préparation de plans de pays visant à élargir les activités nutritionnelles. Il fournit des indications sur la façon d'effectuer la description du contexte, de fixer des buts en matière de nutrition, de choisir parmi les différentes options politiques et programmatiques, d'associer des différents partenaires, d'évaluer les besoins financiers et en ressources humaines, et d'établir des structures de gouvernance.

d) Le quatrième document présente un cadre pour le suivi de la mise en œuvre des politiques et des programmes, des résultats et de l'utilisation des ressources. Il énumère les politiques, les indicateurs de processus et de résultats, fournit des définitions et établit des procédures de collecte des données. Les indicateurs ont été choisis pour tenir compte d'autres initiatives intersectorielles présentant des déterminants communs. Le but du document est de faciliter la sélection d'indicateurs de suivi fondamentaux à prendre en compte dans le plan d'application exhaustif.

3. Les quatre documents seront soumis aux États Membres pour consultation sur Internet ou par courriel et lors de discussions qui auront lieu au niveau régional et chaque fois que possible au niveau national. Il est proposé que les consultations nationales et régionales fassent appel à un large éventail de parties prenantes, dont des représentants des différents secteurs gouvernementaux (par exemple santé, agriculture, protection sociale, éducation, commerce, finance, environnement et industrie), des organisations du système des Nations Unies, des banques de développement, des donateurs, de la société civile et du secteur privé. Le but des consultations nationales sera de recueillir des informations en retour sur les documents de fond et sur le projet de plan d'application exhaustif, et d'examiner les éléments à inclure dans les plans de pays. Le but des consultations régionales sera de faire la synthèse des contributions de pays et des différents points de vue dans le plan d'application exhaustif, et d'examiner l'engagement des partenaires du développement en faveur de la mise en œuvre des mesures proposées.

ÉBAUCHE DU PLAN D'APPLICATION EXHAUSTIF CONCERNANT LA NUTRITION CHEZ LE NOURRISSON ET LE JEUNE ENFANT

4. Le plan d'application exhaustif comprendra une série de mesures à mettre en œuvre par les États Membres, le Secrétariat et les partenaires du développement attachés à soutenir l'amélioration de la nutrition dans le monde. Une ébauche plus détaillée est également disponible.¹

5. La première partie du plan d'application exhaustif indiquera la portée des questions nutritionnelles que les gouvernements et les partenaires du développement auront à traiter. La deuxième partie décrira l'état de la mise en œuvre des politiques et programmes visant à réduire le double fardeau de la malnutrition. La troisième partie comprendra les objectifs, les buts et un calendrier.

6. La partie principale du plan d'application exhaustif illustrera la mise en œuvre des mesures prises par les États Membres, le Secrétariat et les partenaires internationaux dans cinq domaines faisant appel à de multiples secteurs. Les cinq mesures suivantes sont envisagées :

- créer un environnement propice pour la mise en œuvre de politiques alimentaires et nutritionnelles complètes ;
- faire figurer toutes les interventions sanitaires efficaces ayant un effet sur la nutrition dans les plans sanitaires et nutritionnels nationaux ;
- favoriser la mise en œuvre d'interventions autres que sanitaires ayant un effet sur la nutrition ;

¹ Disponible à l'adresse : <http://www.who.int/nutrition/EB128>.

- fournir des ressources humaines et financières suffisantes pour la mise en œuvre d'interventions sanitaires ayant un effet sur la nutrition ;
- suivre et évaluer la mise en œuvre des politiques et des programmes.

LIEN AVEC LES CADRES POLITIQUES EXISTANTS

7. La Stratégie mondiale pour l'alimentation du nourrisson et du jeune enfant, approuvée par l'Assemblée de la Santé en 2002 (résolution WHA55.25), préconise des politiques nationales complètes rédigées après une évaluation approfondie des besoins et visant à favoriser des environnements susceptibles de protéger, de promouvoir et de soutenir des pratiques appropriées en matière d'alimentation du nourrisson et du jeune enfant. La Stratégie mondiale pour l'alimentation, l'exercice physique et la santé, adoptée en 2004 (résolution WHA57.17), reconnaît qu'une perspective sur la durée de la vie est indispensable pour couvrir tous les aspects de la nutrition. Le Plan d'action de la Stratégie mondiale de lutte contre les maladies non transmissibles approuvé en 2008 (résolution WHA61.14) comprend la promotion de l'allaitement maternel et de l'alimentation de complément parmi les interventions essentielles pour réduire les facteurs de risque communs de maladies non transmissibles susceptibles d'être modifiés.

8. Plusieurs stratégies régionales ont mis en lumière la nécessité de prendre en charge le double fardeau de la malnutrition. La Stratégie nutritionnelle régionale africaine révisée 2005-2015 de l'Union africaine invitait à une meilleure prise de conscience par les dirigeants africains de la contribution essentielle de la sécurité alimentaire et nutritionnelle à la mise en œuvre des stratégies de développement socio-économique du continent et à celle des objectifs du Millénaire pour le développement. Le Plan d'action européen de l'OMS pour l'alimentation et la nutrition publié en 2008¹ a mis en lumière la nutrition de la mère et de l'enfant comme étant un domaine d'intervention prioritaire. En 2010, le Conseil directeur de l'OPS a, dans la résolution CD50.R11, approuvé la stratégie et le plan d'action visant à réduire la malnutrition chronique. En 2010, le Comité régional de la Méditerranée orientale a, dans la résolution EM/RC57/R.4, approuvé la stratégie régionale en matière de nutrition 2010-2019. Au Trente-Neuvième Forum des Îles du Pacifique (Alofi, Nioué, 19-20 août 2008), les dirigeants des Îles du Pacifique ont engagé leur gouvernement à prendre des mesures immédiates pour traiter les questions relatives à la sécurité alimentaire au niveau national, et si possible au niveau régional, à travers une gamme de mesures prises dans les secteurs clés tels que l'agriculture, la pêche, le commerce et les transports et, en avril 2010, les ministres de la santé, de l'agriculture et du commerce de 22 pays et zones du Pacifique ont adopté un cadre d'action pour la sécurité alimentaire dans le Pacifique.

9. En 2009 et 2010, les représentants de gouvernements, d'organisations intergouvernementales et de banques de développement, d'organismes donateurs, de la société civile ainsi que de la communauté scientifique et du secteur privé ont établi un cadre d'action pour lutter contre la sous-alimentation,² dans le but d'accélérer les progrès dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. Le cadre définit deux moyens complémentaires pour lutter contre la sous-alimentation : a) des interventions nutritionnelles directes qui ont pour principal objectif d'améliorer la nutrition et devraient être accessibles à toutes les personnes et toutes les familles, en

¹ *WHO European action plan for food and nutrition policy 2007-2012*. Copenhague, Bureau régional OMS de l'Europe, 2008.

² *Scaling up nutrition: a framework for action*: http://www.unscn.org/files/Announcements/Scaling_Up_Nutrition-A_Framework_for_Action.pdf.

particulier pendant la grossesse, pendant les deux premières années de la vie et lors de maladies ou problèmes de santé ; et b) une approche multisectorielle visant à inscrire la promotion d'une nutrition adéquate comme but des politiques nationales de développement en matière d'agriculture, d'approvisionnement alimentaire, de protection sociale, ainsi que dans les programmes de santé et d'éducation. En 2010 a été publiée une feuille de route¹ envisageant trois à cinq ans d'efforts intensifs reposant sur l'engagement soutenu d'un large éventail de partenaires aux niveaux local, national, régional et international. La feuille de route envisage des démarches entreprises par plusieurs intervenants aux niveaux local et national pour aider le personnel des programmes, les organisations et la société dans son ensemble à élargir de manière efficace les activités en matière de nutrition. L'initiative offrira un soutien important à l'élaboration et à la mise en œuvre du plan d'application exhaustif.

10. Un lien important entre sécurité alimentaire et nutrition a été établi par l'Équipe spéciale de haut niveau sur la crise mondiale de la sécurité alimentaire, créée par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. En 2010, cet organe a actualisé son cadre d'action complet, en soulignant la nécessité de prendre en considération la sécurité alimentaire et nutritionnelle et d'insister davantage sur la protection sociale et les filets de sécurité à travers des interventions tendant à améliorer la nutrition et une alimentation diversifiée. En octobre 2010, le Comité de la Sécurité alimentaire mondiale de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) a entrepris de préparer un cadre stratégique mondial pour la sécurité alimentaire et la nutrition avant octobre 2012 ;² ce cadre complètera le plan d'application exhaustif, qui s'en inspirera. L'expérience des stratégies et des programmes tendant à lier sécurité alimentaire et nutrition sera également examinée lors de la Conférence internationale sur la nutrition qui doit se tenir en 2012 à l'initiative conjointe de la FAO et de l'OMS. En septembre 2010, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies a lancé la Stratégie mondiale pour la santé de la femme et de l'enfant qui souligne notamment la nécessité de garantir un allaitement maternel exclusif pendant les six premiers mois de la vie, de prévenir et de traiter la malnutrition et d'améliorer d'une manière générale la nutrition de la mère et de l'enfant. Les interventions et les politiques en matière nutritionnelle peuvent être la source d'avantages additionnels pour d'autres initiatives sanitaires intersectorielles, telles que celles auxquelles ont souscrit les auteurs de la Déclaration de Libreville sur la santé et l'environnement (2008) ou les plans d'action nationaux sur les déterminants sociaux de la santé. Le plan d'application exhaustif vise à la cohérence d'ensemble avec les autres cadres multisectoriels d'intervention et d'évaluation.

MESURES À PRENDRE PAR LE CONSEIL EXÉCUTIF

11. Le Conseil est invité à prendre note du rapport et à se prononcer sur l'ébauche de plan d'application exhaustif concernant la nutrition du nourrisson et du jeune enfant.

= = =

¹ A road map for scaling-up nutrition: first edition, September 2010. <http://un-foodsecurity.org/sites/default/files/SUNRoadMap.pdf>.

² Document CFS 2010/2.